

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVALOR

LA HAYE DE PAN
35170 Bruz

Références : 2026.4.T136
Code AIOT : 0005802920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement SOLVALOR implanté 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée fait suite aux deux visites du 27 et 30 mars dernier qui ont permis d'identifier le site de Solvalor comme étant à l'origine des odeurs ressenties sur la commune d'Amfreville-la-Mivoie et du Mesnil-Esnard depuis le 10 mars 2026 via la plateforme Signal-air d'Atmo Normandie. Cette visite a pour objectif de s'assurer que la zone de stockage des boues odorantes a bien été curée et nettoyée et que les déchets ont été évacués vers une filière de traitement adaptée et dûment autorisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR
- 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005802920

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR SEINE est autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plate-forme fluviale de transit et valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes sur les communes de Sotteville-lès-Rouen et Amfreville-la-Mivoie.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3	Mesures d'urgence	5 jours
2	Procédé de lavage des terres et déchets	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 4.3.5	Mesures d'urgence	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que les odeurs persistent malgré le nettoyage de la zone de stockage de déchets de boues, source des odeurs. Les déchets, dont l'évacuation hors site avait été demandée et acceptée par l'exploitant lors de la visite du 30 mars, ont été traités in situ sans que la DREAL n'en soit informée, et ont vraisemblablement contaminé le process de traitement par lavage. Les mêmes odeurs ont été ressenties au niveau du tank 4 de récupération générale des eaux de process, ainsi que dans le stock de fines sous la tente, en présence de l'exploitant qui a confirmé les odeurs ressenties.

Aussi, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet un arrêté préfectoral de mesures d'urgence demandant notamment à l'exploitant de procéder :

- à la vidange de la machine de traitement par lavage (incluant le silo à boues et le filtre presse), à l'évacuation des eaux de process et des autres matières (fines, boues, etc) vers des installations adaptées et dûment autorisées en vue de leur traitement ;
- à l'évacuation des fines stockées sous la tente en vue de leur traitement, vers une installation adaptée et dûment autorisée.

Il est également attendu de la part de l'exploitant une nette amélioration des conditions de tenue du site, notamment le curage et nettoyage des 3 bassins de l'ancienne centrale à béton et les diverses flaques d'eau stagnantes constatées pouvant occasionner des odeurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plaintes odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose au sein des déchets stockés et dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : L'inspection s'est rendue de façon inopinée (vers 11h30) sur le site de la société Solvalor, situé chemin du Halage sur la commune de Sotteville-les-rouen. L'inspection constate que les odeurs précédemment identifiées sont toujours présentes sur le site. L'inspection constate que les déchets de boues odorantes dans la zone identifiée lors de la précédente visite du 30 mars ont été évacués de la zone concernée et qu'un nettoyage à l'eau sous pression est en cours avec aspiration par un hydrocureur. L'odeur reste néanmoins présente à proximité de la zone, ce que reconnaît l'exploitant. La manche à air du site indique des vents en provenance Nord-Ouest en direction de la commune d'Amfreville-la-Mivoie. L'exploitant indique avoir procédé au traitement des boues in situ via son process de traitement par lavage, ce qui n'est pas ce qui avait été convenu lors de la visite du 30 mars, au cours de laquelle la DREAL avait demandé une évacuation hors site des déchets odorants. L'inspection des installations classées constate également que l'hydrocureur vient déverser les eaux souillées dans le process de lavage du site. L'inspection des installations classées constate également la présence de la même odeur sous la tente de stockage de fines (900 tonnes selon les dires de l'exploitant lors d'un échange téléphonique en début d'après-midi) ce que reconnaît également l'exploitant. <u>Relevé de décision :</u> L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet, un arrêté préfectoral de mesures d'urgence demandant à l'exploitant de procéder à l'évacuation de l'ensemble des fines stockées sous la tente en vue de leur traitement vers une installation adaptée et dûment autorisée. L'inspection des installations classées s'est également rendue dans la zone de l'ancienne centrale à béton, et a ressenti la même odeur près de deux flaques d'eau stagnante à proximité d'un tas de gravier, ce que confirme l'exploitant. Il est possible que des engins aient véhiculé des particules odorantes à cet endroit. Toutefois, l'inspection des installations classées n'a pas relevé pas la présence de cette même odeur ni à proximité des bassins de la centrale béton qui sont pleins, ni dans un bâtiment qui n'est

plus utilisé selon les dires de l'exploitant, et où séjourne de l'eau en raison d'une fuite de toiture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°1:</u> l'exploitant doit sous un délai d'une semaine procéder dans la zone de l'ancienne centrale à béton au curage et nettoyage des 3 bassins ainsi que les eaux stagnantes dans le bâtiment et à proximité des tas de graviers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 5 jours

N° 2 : Procédé de lavage des terres et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux de process
Prescription contrôlée : Les eaux issues du procédé de lavage des terres et déchets sont dirigées et traitées suivant le logigramme. Les eaux issues du traitement par lavage des terres et déchets sont collectées par canalisation. Des systèmes de récupération par stockages intermédiaires (tanks) sont présents au niveau des graves (tank 1) et des sables (tank 2). Ces eaux de stockage sont pompées et hydrocyclonées en permanence puis acheminées vers le tank 4 de récupération des eaux de process. Le principe de traitement des eaux en sortie de procédé consiste en un décanteur-clarificateur (5) séparant les matières en suspension de l'eau. Les boues sont pompées vers un silo de boues (7) en fond de décanteur-clarificateur puis pressées par un filtre-presse (8). Les eaux issues de la décantation sont stockées dans un réservoir de collecte des eaux traitées (10) qui permet le renvoi par pompage pour réutilisation en tête de traitement de lavage des terres. Les eaux de filtration (eau résiduaire filtrée (9)) sont canalisées vers le réservoir de récupération général des eaux de process (4).
Constats : L'inspection des installations classées se rend au niveau du dispositif de traitement par lavage et constate en présence de l'exploitant que l'hydrocureur vient déverser les eaux souillées du nettoyage de la zone odorante dans le process de lavage du site. L'inspection des installations classées constate également la présence de la même odeur au niveau du tank n°4 de récupération générale des eaux de process (avant la décantation et l'envoi vers le silo de boues) en présence de l'exploitant qui confirme l'odeur ressentie. <u>Relevé de décision :</u> L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet un arrêté préfectoral de mesures d'urgence demandant à l'exploitant de procéder à la vidange de la machine de traitement par lavage, à l'évacuation des eaux de process et autres matériaux présents dans la machine (fines, silo à boues, filtre presse...) vers des installations adaptées et dûment autorisées, en vue de leur traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 8 jours